

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
CS 70527  
28019 Chartres Cedex

Chartres, le 14/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche**

115 Rue de Chartres  
28800 Bonneval

Références : 96/RAPVI/PBi/IC240151  
Code AIOT : 0010000096

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche implanté ZI Rue des Mesliers 1, Route de Magny 28120 Illiers-Combray. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Durant l'inspection, les installations suivantes ont été visitées :

- Extérieur des installations, en particulier emplacement de la réserve incendie ;
- Espace sous-cellules du silo 1.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche

- ZI Rue des Mesliers 1, Route de Magny 28120 Illiers-Combray
- Code AIOT : 0010000096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site CABBP d'Illiers-Combray est régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 février 2000, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 25 octobre 2002, du 22 juillet 2005 et du 4 mai 2009. Il est classé sous le régime de l'autorisation pour les activités de stockage et négoce de céréales, et héberge une activité soumise à déclaration de stockage et négoce d'engrais liquides.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Notice de vérification des antennes contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Vérification complète des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	Extracteurs à poussières	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 17.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Situation bâtiment Sud Voie SNCF	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 2	Demande d'action corrective	60 jours
7	Surveillance vieillissement des installations	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Silos - Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ressources en eau d'extinction incendie	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 24	Sans objet
4	Découplage accès silo 2 -	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 16.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	espace sous cellules silo 1		
8	Contrôle préventif de la manutention	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 17	Sans objet
9	Consigne de gestion du local "SFR"	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 15	Sans objet
11	Silos - Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
12	Silos - Permis de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
13	Silos - Détecteurs de dysfonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
14	Silos - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Ressources en eau d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/05/2009, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment : - D'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger où de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; sauf justifications contraires cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 60 m³/heure pendant 2 heures. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaire [...].
<b>Constats :</b>  <b>Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :</b> Au jour de l'inspection, la situation concernant la défense incendie du site n'a pas évolué.

**Non-conformité NC1 :** L'installation n'est pas dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures, au regard de la capacité de stockage individuelle des silos du site, inférieure à 30 000 m<sup>3</sup>.

**Réponse de l'exploitant du 6 août 2021 :**

Une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> a été mise en place.

**Constat de l'inspection du 14 février 2024 :** L'inspection des installations classées a observé la présence d'une réserve de 120 m<sup>3</sup> mise en place dans l'enceinte de l'établissement. Cette réserve est remplie le jour de l'inspection. Elle est située à moins de 200 mètres des bâtiments situés dans l'enceinte du site.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Notice de vérification des antennes contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des équipements de protection foudre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

**Constats :**

**Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :**

Le carnet de bord a été présenté lors de l'inspection du 8 avril 2021, et le rapport de la dernière vérification visuelle des équipements de protection contre la foudre a été transmis par courrier électronique le 19 avril 2021. L'inspection des installations classées n'a pas contrôlé la présence de la notice de vérification et de maintenance des équipements de protection contre la foudre le 8 avril 2021.

**Non-conformité NC3 :** La notice de vérification y compris concernant les points singuliers de contrôle liés à la présence des antennes et de maintenance n'est pas tenue, en permanence, à la disposition de l'inspection.

**Réponse de l'exploitant du 6 août 2021 :**

Une notice va être mise en place.

**Constat de l'inspection du 14 février 2024 :**

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de présenter la notice de vérification et de maintenance des équipements de protection contre la foudre, normalement établie simultanément lors de la rédaction de l'étude technique foudre de l'établissement. L'exploitant a indiqué que ce type de document est conservé à son siège, et n'en disposait pas sur site.

L'exploitant n'a pas présenté la notice encadrant les modalités de vérification et de maintenance des équipements de protection contre la foudre installés sur l'établissement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet la notice encadrant les modalités de vérification et de maintenance des équipements de protection contre la foudre installés sur l'établissement à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

### N° 3 : Vérification complète des installations de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
<b>Constats :</b>  <b>Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :</b> [...] Cependant, ce rapport indique que le dernier rapport de vérification complète présenté lors de cette intervention est daté du 15 octobre 2013. Dans l'attente d'une clarification de ce sujet par l'exploitant, l'inspection note que cette information signifierait que l'exploitant n'a pas réalisé de vérification complète de ses installations de protection contre la foudre depuis plus de 7 ans, ce qui est supérieur à la fréquence prescrite pour ces contrôles.  <b>Non-conformité NC4 :</b> D'après le rapport DEKRA de vérification visuelle des équipements contre la foudre du 21 décembre 2020 N°093709482001R001, la dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre a été réalisée le 15 octobre 2013.  <b>Réponse de l'exploitant du 6 août 2021 :</b> Voir rapport ci-joint (annexe 1).  <b>Constat de l'inspection du 14 février 2024 :</b> L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre en date du 8 février 2024, réalisé par DEKRA et basé sur une intervention du 7 février 2024.  Le rapport liste une non-conformité concernant la détérioration d'un compteur d'impact de foudre. L'exploitant a indiqué prévoir le remplacement de ce compteur. <b>Conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant dispose d'une période d'un mois à compter de la vérification pour effectuer la remise en état.</b>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet un justificatif d'action corrective à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

#### N° 4 : Découplage accès silo 2 - espace sous cellules silo 1

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/05/2009, article 16.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Pour le silo 2 (Grand Silo), SETI, et le silo 1 (petit silo), des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants : [...]</p> <p>Entre la galerie de reprise du silo 2 et l'espace sous cellules silo 1 : Porte en acier résistant à 200 mbar. [...]</p> <p>Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci : [...]</p> <p>- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :</b></p> <p>Le 8 avril 2021, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de travaux sur la communication entre le volume « tour de manutention du silo n°2 – faux as de carreau » et le transporteur à chaîne de reprise TCR 6. Aucune modification de la porte d'accès à ce volume depuis l'espace sous-cellules n'a par ailleurs été réalisée.</p> <p><b>Non-conformité NC5 :</b></p> <p>Le volume « tour de manutention du silo n°2 – faux as de carreau » est en communication avec le transporteur à chaîne de reprise TCR 6, et l'espace sous cellule du silo n°1 (absence de trappe de bourrage ou dispositif équivalent). La fermeture de la porte de découplage et d'accès à ce même volume depuis l'espace sous cellules du silo n°1 doit être renforcée à défaut d'inversion de sens d'ouverture lié à la ventilation.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 6 août 2021 :</b></p> <p>Les travaux nécessaires ont été réalisés.</p> <p><b>Constat de l'inspection du 14 février 2024 :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la mise en place d'une plaque bloquant la communication entre le transporteur à chaîne TCR 6 et le volume "tour de manutention du silo n°2 - faux as de carreau", ainsi que l'inversion de la porte entre ce volume et l'espace sous cellule du silo n°1.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Extracteurs à poussières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/05/2009, article 17.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule ou les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les extracteurs de poussière du silo 2 ne sont plus alimentés électriquement, et argumente que leurs moteurs ne représentent donc plus un risque. Un essai de fonctionnement des moteurs a été réalisé pour démontrer leur débranchement. Cet essai n'a pas amené à l'allumage des extracteurs de poussières.</p> <p>Cet essai n'indique cependant pas la non-dangereux de l'équipement ou sa mise hors service effective. Dans l'attente d'un justificatif permettant d'assurer l'absence de danger liée à cet équipement, la non-conformité est renouvelée.</p> <p><b>Non-conformité NC6 :</b></p> <p>Il a été observé la présence d'extracteurs de poussières installés au-dessus des cellules du silo n°2, et dépourvus de moteur d'entraînement à axe déporté. Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'absence de dangerosité de ces équipements.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 6 août 2021 :</b></p> <p>Ces équipements sont hors tensions et ne présentent donc pas de danger.</p> <p><b>Constat du 14 février 2024 :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les équipements ne sont pas alimentés, entièrement débranchés du panneau d'alimentation des installations électriques. Il estime qu'au vu de l'absence d'alimentation, la dangerosité des extracteurs de poussières est quasiment nulle, et complète son analyse en se basant sur l'absence d'accident lié à un extracteur non alimenté dans les bases de données nationales d'accidentologie.</p> <p>L'inspection des installations classées prend note de cet argumentaire. Cependant, l'exploitant n'a pas présenté d'élément, physique ou documentaire, justifiant de la déconnexion électrique effective des extracteurs de poussière du silo 2. Dans l'attente de la transmission d'un tel justificatif, le présent constat ne peut être soldé.</p> <p><b>L'exploitant transmet un justificatif de la déconnexion électrique effective des extracteurs de poussière du silo 2.</b></p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il prévoit de retirer ces équipements inopérants lorsqu'il réalisera des travaux sur la toiture des cellules du silo B, sans pour autant préciser de délais.</p>



<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmet un justificatif d'action corrective à l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

**N° 6 : Situation bâtiment Sud Voie SNCF**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/05/2009, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bâtiment exploité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les capacités de stockages de céréales et autres grains de la rubrique ICPE n°2160 sont constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du silo 1 vertical béton « petit silo » d'une capacité de 2 667 m3 composé de 10 cellules ouvertes de 266,7 m3.</li> <li>- du silo 2 vertical béton « grand silo » d'une capacité de 16 333 m3 composé de 16 cellules fermées de 933,3 m3 et 7 as de carreaux fermés de 200 m3.</li> <li>- du silo plat « Labadie » composé d'une case rectangulaire ouverte de 17 334 m3.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :</b></p> <p>Ce diagnostic liste un total de 17 « désordres » répartis sur les 3 silos installés sur le site (Petit silo, Grand silo, silo Labadie) ainsi que sur l'ancien silo installé de l'autre côté des voies de chemin de fer.</p> <p><b>Demande D1 :</b></p> <p>L'exploitant est invité à clarifier la situation d'exploitation du bâtiment de stockage de céréales situé côté Sud de la voie SNCF Chartres-Courtalain.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 6 août 2021 :</b></p> <p>Ce bâtiment est régulièrement exploité par la coopérative depuis l'origine pour stocker des céréales.</p> <p><b>Constat du 14 février 2024 :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le bâtiment situé côté Sud de la voie SNCF Chartres-Courtalain est régulièrement utilisé dans le cadre des activités de l'établissement. Il a par ailleurs indiqué que ce bâtiment est contrôlé lors des vérifications réglementaires encadrant l'établissement (électricité, équipements de défense incendie...).</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas connaissance de l'exploitation de ce bâtiment, et celui-ci n'est pas listé dans les capacités de stockage listées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2009. Par ailleurs, ce bâtiment n'est pas listé dans les capacités de stockage de céréales dans le dossier d'autorisation de février 1999 ou dans le dossier de complément du 25 septembre 2003</p> <p><b>L'exploitant doit clarifier la situation administrative du bâtiment de stockage de céréales situé côté sud de la voie SNCF Chartres-Courtalain, et le cas échéant la régulariser.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet un justificatif d'action corrective à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

#### N° 7 : Surveillance vieillissement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/05/2009, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos.</p> <p>Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ....) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.</p> <p>En outre, lorsque la zone d'ensevelissement est susceptible de sortir des limites de propriété, l'exploitant établit une procédure de contrôle visuel des parois, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :</b></p> <p>Ces désordres sont classés par ordre d'urgence en fonction de la gravité des désordres observés. Il recense 10 observations de degré de priorité D1 (priorité faible), 5 de priorité D2 (priorité moyenne) et 2 de priorité D3 (priorité haute). Ce diagnostic ne recommande cependant pas de délai pour la remise en état de ses désordres, notant simplement « Intervention à réaliser rapidement » pour les désordres de priorité D3, et que « Les interventions doivent être programmées dès que possible. [...] Pour les désordres caractérisés D1, pour lesquels il n'y a pas de notion d'urgence, les interventions peuvent s'intégrer dans le planning de maintenance classique. ».</p> <p><b>Demande D2 :</b></p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection le plan des actions ainsi que l'état de réalisation des corrections des désordres avec ses engagements pour mettre en œuvre les actions recommandées par le bureau d'études LA COOPÉRATION AGRICOLE pour corriger les désordres relevés dans le rapport référencé : 28006A.20.ES.001 du mois d'août 2020.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 6 août 2021 :</b></p> <p>Un plan d'action va être mis en place et communiqué.</p> <p><b>Constat de l'inspection du 14 février 2024 :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué prévoir transmettre un plan d'actions concernant l'ensemble des établissements de la coopérative pour le second semestre 2024. Il a complété en signifiant qu'un plan d'action pour un seul site serait délicat, au vu des sommes pouvant être mises en jeu pour la correction des écarts relevés sur les sites de la coopérative.</p> <p>Dans l'attente de cette transmission, l'écart est renouvelé.</p>

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan des actions prévues pour mettre en œuvre les actions recommandées par le bureau d'études LA COOPÉRATION AGRICOLE pour corriger les désordres relevés dans le rapport référencé : 28006A.20.ES.001 du mois d'août 2020, accompagné d'un échéancier précis pour juger des délais de mise en œuvre de ces actions.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet un justificatif d'action corrective à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

#### N° 8 : Contrôle préventif de la manutention

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/05/2009, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manutention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par du personnel formé et qualifié en application des dispositions de l'article 10 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :</b> L'exploitant n'a ni présenté ni transmis ce document lors de l'inspection.</p> <p><b>Demande D3 :</b> L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection les justificatifs relatifs aux mesures adoptées suite aux contrôles préventifs de ses installations.</p> <p><b>Absence de réponse de l'exploitant sur ce point.</b></p> <p><b>Constat de l'inspection du 14 février 2024 :</b> L'exploitant a présenté un document daté de la semaine 21 de l'année 2023, listant les contrôles réalisés sur les équipements de manutention de l'établissement. Il a indiqué que ce contrôle est réalisé annuellement préalablement à la moisson. Ce document indique que les équipements contrôlés ne présentent pas d'écart.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Consigne de gestion du local "SFR"**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/05/2009, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des tiers
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout local administratif est éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour [les] silos verticaux. On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaires, commerciaux...). [...]
<b>Constats :</b>  <b>Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :</b> Concernant le local "SFR", il n'a pas été constaté la présence ni présenté de consigne à destination des opérateurs de téléphonie mobile confirmant les termes du courrier du 19 décembre 2017 de l'exploitant, à savoir que le local « SFR » n'accueille pas de personnel, qu'il est uniquement destiné à abriter du matériel.  <b>Demande D4 :</b> Il est demandé à l'exploitant de maintenir sur le site, à disposition de l'inspection des installations classées, la consigne à destination des opérateurs de téléphonie mobile confirmant les termes de son courrier du 19 décembre 2017, à savoir que le local « SFR » n'accueille pas de personnel, qu'il est uniquement destiné à abriter du matériel.  <b>Absence de réponse de l'exploitant sur ce point.</b>  <b>Constat de l'inspection du 14 février 2024 :</b> L'exploitant a procédé à la mise en place d'un affichage indiquant que les espaces des opérateurs sont réservés au stockage du matériel. Il a par ailleurs présenté la copie d'un courrier électronique envoyé aux prestataires pouvant intervenir sur les antennes téléphoniques pour leur indiquer cet état de fait.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Silos - Surveillance des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  Au vu de la similarité de sujet, ce point de contrôle traite également des suites données à la non-

conformité NC2 de la visite d'inspection du 8 avril 2021.

**Constat de l'inspection du 8 avril 2021 :**

L'exploitant a indiqué que [le responsable d'établissement] et [le magasinier du site] ont réalisé les formations demandées au mois de novembre 2019. Il n'a cependant pas présenté de certificat attestant de la réalisation de ces formations. Dans l'attente de documents de ce type, la non-conformité est reformulée

**Non-conformité NC2 :**

Non-présentation, absence de justificatif de formation [du responsable de site et du magasinier présent durant l'inspection] sur les risques présentés par les silos de stockage de céréales.

**Réponse de l'exploitant du 6 août 2021 :**

La formation va être mise à jour.

**Constat de l'inspection du 14 février 2024 :**

L'exploitant a présenté la fiche de poste du responsable de site rencontré lors de l'inspection, qui la désigne nommément en tant que tel. L'exploitant a également présenté le justificatif de présence du responsable d'établissement à sa dernière formation sur les risques liés aux silos, en date du 23 novembre 2023.

Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif de formation récent sur les risques liés aux silos du magasinier présent durant l'inspection.

**Le magasinier présent durant l'inspection n'a pas justifié d'une formation récente aux risques liés à l'exploitation des silos.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet un justificatif d'action corrective à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60jours

**N° 11 : Silos - Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux

**Prescription contrôlée :**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté par sondage qu'une procédure relative aux consignes de

<p>sécurité référence In-7.1.3.1 était disponible à l'ensemble du personnel sur le site intranet de la coopérative. L'inspection des installations classées n'a pas contrôlé le contenu de cette consigne qui relève de la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les procédures d'exploitation sont tenues à jour selon le témoignage de l'exploitant et à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Silos - Permis de feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle par sondage du permis de feu délivré le 31 janvier 2024, au profit de la société PROTECTA, pour des travaux de meulage et découpage sur la toiture du petit silo ainsi que la tour du grand silo n'appelle pas d'observation.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Silos - Détecteurs de dysfonctionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de dépoussiérage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.</p> <p>Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Silos - Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques au titre des installations classées. Ce rapport est réalisé par la société DEKRA, daté du 17 janvier 2024 et basé sur une intervention allant du 16 au 17 janvier 2024. Il porte la référence N°065654262301R002. Ce rapport ne liste pas d'observations sur les installations électriques.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite